

## Histoire de la Chine moderne

M. Pierre-Étienne WILL, professeur

« Ingénieurs et philanthropes dans la Chine des seigneurs de la guerre » : la série commencée cette année est à première vue assez éloignée des thèmes auxquels ont été consacrés nos précédents cours. Nous avons alors parlé de l'État chinois pendant les derniers siècles de l'empire, de ses modes de fonctionnement, de ses administrateurs, de son articulation avec la société et de la façon dont il intervenait dans l'économie, et même de sa « communication ». Or, pendant les premières décennies de la République chinoise, auxquelles nous nous intéressons désormais, il ne semble plus y avoir vraiment d'« État » digne de ce nom, du moins pas dans l'acception centralisée, hégémonique et ordonnée qui s'impose à l'esprit lorsqu'on évoque le système impérial, quelles qu'aient été ses conditions réelles de fonctionnement à tel ou tel moment. Nous avons donc entrepris d'examiner comment certaines organisations philanthropiques (ou charitables) se sont efforcées de venir en aide à des populations en proie à des calamités naturelles et à des troubles politico-militaires qui paraissaient sans fin et auxquels les pouvoirs publics étaient incapables de remédier, et comment elles ont voulu le faire dans une perspective résolument modernisatrice en mobilisant le savoir technique et le militantisme d'un groupe particulier, et nouveau en Chine, celui des ingénieurs en travaux publics formés aux techniques occidentales.

Le cadre régional dans lequel se sont situées l'essentiel de nos considérations n'était en revanche pas tout à fait nouveau dans notre enseignement : nous avons déjà consacré nos séminaires des années 1993-1995 à l'économie agraire et au problème de l'irrigation au Guanzhong 關中 (la plaine centrale de la province du Shaanxi, c'est-à-dire la vallée de la Wei 渭) sous la dynastie des Qing, plus particulièrement à l'histoire passablement complexe d'un système d'irrigation situé au nord de la ville actuelle de Xi'an et alimenté par un canal, appelé le canal Longdong 龍洞渠 à l'époque, dont la première version remontait à la période pré-impériale. Les recherches poursuivies dans les années suivantes sur cette question, en compagnie de plusieurs collègues et sur le terrain même, nous

ont conduit à nous intéresser à la modernisation de ce système dans les années vingt et trente du siècle dernier et à la construction d'un nouveau canal, appelé désormais le canal Jinghui 涇惠渠. C'est donc cette entreprise de modernisation, ainsi que les circonstances politiques troublées dans lesquelles elle a pris place et les problèmes économiques et techniques qu'elle soulevait, que nous avons commencé d'examiner dans le cours de cette année.

Il était indispensable de commencer par évoquer le contexte général (au-delà de la seule province du Shaanxi) de cet épisode. Politiquement, la période dite des seigneurs de la guerre *stricto sensu* débute en 1916, après l'échec de la tentative de restauration impériale et la mort du président de la république Yuan Shikai, et elle s'étend jusqu'à réunification au moins formelle du pays sous le gouvernement du Guomindang installé à Nankin en 1928, en réalité jusqu'à la fin de 1930, après que Chiang Kai-shek a réussi à réduire la coalition de militaristes de Chine du Nord qui n'avait pas tardé à entrer en rébellion contre son régime, et à faire en sorte que plus personne n'envisage sérieusement de contester par les armes son *leadership* national. Ce succès marque pratiquement la fin des guerres civiles qui avaient ravagé la Chine, sans beaucoup d'interruptions, depuis 1916. (Nous ne parlons pas ici des campagnes que le régime continue jusqu'en 1936 de lancer contre les bases communistes.) Entre 1916 et 1928, en revanche, il n'existe aucune autorité centrale capable de s'imposer aux chefs militaires régionaux et locaux, même si la plupart portent des titres formels de « gouverneurs militaires » (*dujun* 督軍) ou de généraux conférés par le gouvernement de Pékin. Tout en proclamant (du moins les plus ambitieux d'entre eux) leur attachement à la réunification du pays, les seigneurs de la guerre agissent chacun pour son propre compte, cherchant à consolider et à agrandir leurs zones d'influence et réquisitionnant dans ce but tous les moyens à leur portée pour accroître l'équipement et les effectifs de leurs armées. Les plus puissants sillonnent le pays en formant des coalitions qui ne cessent de se recomposer et se font la guerre en poursuivant toutes le même but : contrôler le gouvernement à Pékin, puisque aussi bien la capitale théorique de la République de Chine reste la clé de la légitimité internationale et donne un accès privilégié aux crédits étrangers. La Chine se trouve pendant ces années plongée dans un état d'anarchie totale, dont on verra avec quelque détail les manifestations tour à tour tragiques et dérisoires à l'échelle réduite de la région du Guanzhong.

La fragmentation *de facto* de la Chine et l'impuissance du gouvernement qui continue de la représenter aux yeux du monde confèrent à la même époque une importance sans précédent aux efforts des organisations philanthropiques qui tentent d'intervenir au moment de catastrophes majeures comme les grandes sécheresses qui frappent la Chine du Nord, en 1920-1921 et 1928-1930 surtout, ou les énormes inondations qui affligent tout le bassin du Yangzi et celui de la Huai en 1931 — il est vrai à un moment où le régime de Nankin tente de reprendre la main —, sans parler d'autres épisodes moins spectaculaires peut-être, mais de même nature et tout aussi dramatiques pour les populations concernées.

Réservant pour plus tard un exposé plus approfondi sur le militantisme philanthropique en Chine depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, et particulièrement dans les années 1920 et 1930, nous avons néanmoins évoqué le rôle particulier de la principale organisation internationale de ce type à l'époque républicaine, la *China International Famine Relief Commission* (CIFRC), ou *Huayang yizhen hui* 華洋義賑會, directement impliquée dans la modernisation de l'irrigation dans la vallée de la Wei.

Créée à Pékin à la fin de 1921 par regroupement des associations provinciales actives pendant la grande famine dont la Chine du Nord vient tout juste de sortir, dirigée par un comité composé à parts à peu près égales d'Européens et d'Américains d'une part, de Chinois d'autre part (appartenant presque tous à l'élite occidentalisée formée dans les universités étrangères), la CIFRC tire la majeure partie de son financement de la charité étrangère, notamment américaine. Elle s'est donné comme doctrine de concentrer ses efforts sur les *causes* de la famine, plutôt que sur ses effets immédiats, en finançant l'édification d'infrastructures capables d'en limiter ou d'en prévenir les effets, telles que routes, voies ferrées, et surtout dispositifs d'irrigation ou de protection hydraulique. (Son autre grand domaine d'intervention, qui concerne moins directement notre sujet, a été la promotion du crédit rural pour aider à la modernisation de l'agriculture chinoise.) La méthode adoptée, qui poursuit d'ailleurs une longue tradition en Chine, consiste à secourir les victimes de la famine « en échange de travail » (*yi gong dai zhen* 以工代賑), en d'autres termes à recruter sur les chantiers des travailleurs payés en rations de survie pour eux et leurs familles. L'organisation et la direction technique de ces chantiers sont placées sous la responsabilité de spécialistes en majorité étrangers, et c'est pour conserver l'expérience acquise et garantir la rapidité et l'efficacité de ses interventions que la CIFRC a créé en 1923 un *Engineering Department* placé sous la direction d'un ingénieur américain, O.J. Todd (1880-1974). (Nous avons à ce propos fait allusion au rôle des ingénieurs étrangers expatriés en Chine dans l'émergence d'une élite professionnelle d'ingénieurs chinois vouée à l'édification du pays, mais ce point sera traité en détail plus tard.)

Les activités de la CIFRC, ainsi que celles de quelques autres organisations étrangères ou sino-étrangères dépendant semblablement de la mobilisation du public européen et américain pour leur financement, soulevaient certaines questions de principe qui ont fait l'objet de controverses sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir. Sommairement, la doctrine était qu'il convenait de venir en aide aux populations victimes de calamités *naturelles*, et non pas d'origine politique, alors que pendant la période des seigneurs de la guerre les dégâts causés par la guerre civile et par les déprédations des militaristes avaient souvent des effets tout aussi catastrophiques. En outre, dans certaines circonstances l'organisation de « secours contre travaux » était techniquement impossible, ne serait-ce que pour des raisons de sécurité : fallait-il dès lors se résoudre à distribuer des secours « gratuits », à fonds perdus en quelque sorte, ou était-il préférable

de s'abstenir ? Dernier problème, qui se pose surtout après 1930, celui de la souveraineté nationale : le gouvernement du Guomindang, appuyé sur les experts que lui envoie la Société des Nations, cherche alors à contrôler et si possible limiter les interventions d'organisations privées dominées par des étrangers, et cela suscitera au sein de la CIFRC des débats passablement acrimonieux sur la politique et sur l'existence même de son département d'ingénierie.

Ces problèmes sont très en évidence dans l'histoire de la modernisation de l'irrigation dans la région dite du Weibei 渭北 (la rive nord de la rivière Wei) au Shaanxi. Mais cette modernisation est elle-même inséparable de l'histoire, car la référence au passé glorieux du canal qui alimente tout le dispositif, très présente dans la conscience locale et volontiers invoquée par l'opinion publique, se rencontre constamment dans les discussions qui ont précédé l'opération, dans les projets qui ont été publiés, dans les articles de presse qui en faisaient la propagande, et enfin dans les textes célébrant la nouvelle infrastructure après sa réalisation, et jusqu'à aujourd'hui. Nous avons donc rappelé cette histoire, sur laquelle nous renvoyons ici à notre étude parue en 1998 dans le volume dirigé par Mark Elvin et Liu Ts'ui-jung, *Sediments of Time : Environment and Society in Chinese History* (Cambridge University Press). Le parti pris technique adopté dès l'origine consistait à capter en hauteur une partie de l'eau du principal affluent de la Wei, la rivière Jing 涇, et à la transférer au loin par un canal de contour tout en la répartissant par gravité sur une vaste superficie au moyen de branches secondaires desservies à tour de rôle par un système de vannes. Le point significatif, pour ce qui nous concerne, est que l'ambition affichée des concepteurs chinois du canal moderne, qui s'est en fin de compte avérée irréalisable, était de restaurer le périmètre d'irrigation immense attribué par l'histoire au canal originel édifié en 246 avant notre ère par l'ingénieur qui lui avait donné son nom, Zheng Guo 鄭國, augmenté environ un siècle et demi plus tard, sous la dynastie des Han, d'une seconde branche (appelée le canal Bai 白公渠, également du nom de son concepteur) — périmètre symbolisé par le chiffre un peu mythique de quatre millions et demi de *mu* irrigués. (Un *mu* moderne vaut approximativement 0,06 ha, mais sa valeur dans l'antiquité est sujette à controverse.) Sous la dernière dynastie impériale le canal Longdong, correspondant plus ou moins au tracé du nouveau canal creusé sous les Han et réaménagé sous les Tang, alors que l'ancien Zheng Guo avait disparu depuis longtemps, n'irriguait plus que soixante à quatre-vingt mille *mu*, et avait d'ailleurs cessé de capter l'eau de la Jing.

Notre intérêt pour les détails de la modernisation du canal Longdong et des circonstances qui l'ont entourée est parti d'une énigme historiographique que personne jusque-là n'avait songé à examiner. À en juger par les rapports de la CIFRC et par les articles publiés à l'époque par O.J. Todd ou inspirés par lui, la reconstruction du Longdong conformément aux règles et avec les techniques de l'ingénierie moderne était presque exclusivement une entreprise de la CIFRC et de ses ingénieurs, principalement Todd lui-même. Au contraire, dans une

bonne partie de l'historiographie récente, tout particulièrement chinoise, c'est à des Chinois qu'en revient exclusivement le mérite, et l'on mentionne toujours les deux mêmes personnages, l'un et l'autre originaires de la région : le gouverneur du Shaanxi au moment des travaux (à partir de la fin de 1930), un général à l'étrange destinée nommé Yang Hucheng 楊虎城 (1883-1949), et l'ingénieur Li Yizhi 李儀祉 (1882-1938), personnage en effet central dans l'histoire de l'ingénierie en travaux publics dans la Chine du premier 20<sup>e</sup> siècle, qui avait étudié en Allemagne et avait formé de nombreux disciples depuis son retour en Chine en 1915. L'un aurait fourni la volonté politique et les fonds, l'autre, la vision et l'expertise.

Nous avons déjà montré (dans un travail remontant à 2002 et publié en chinois dans la revue *Faguo Hanxue* en 2004) comment ces deux versions à première vue contradictoires de la même histoire — l'une popularisée à l'époque même par la CIFRC et son ingénieur en chef, l'autre devenue en quelque sorte canonique en Chine aujourd'hui — peuvent en fait se recombiner si l'on tient compte de nombreux non-dits et présupposés de part et d'autre et que l'on élimine un certain nombre d'exagérations, ou même d'assertions abusives. Pour résumer, l'on peut dire que, s'il est exact que Li Yizhi n'a pas réalisé lui-même la version moderne du vieux canal Longdong inaugurée en juin 1932, et que ce sont les ingénieurs de la CIFRC qui ont fait les choix techniques finalement adoptés et ont dirigé le chantier, du moins pour la partie techniquement la plus difficile de l'ouvrage, en revanche c'est bien Li Yizhi qui était à l'origine du projet, dont il avait mis au point les grandes lignes et qu'il avait défendu avec passion, y compris auprès de ses collègues de la CIFRC, dès 1922 ; mais il avait alors été empêché de le réaliser en raison de circonstances sur lesquelles nous reviendrons plus loin.

Quoi qu'il en soit, tout en rappelant nos arguments nous sommes cette fois entré beaucoup plus avant dans un matériau historiographique qui ne cesse de s'enrichir de nouvelles sources et dont nous sommes encore loin d'avoir fait le tour. Comme nous l'avons souligné, ces sources, qui concernent non seulement la construction du canal Jinghui et les projets qui l'ont précédée mais aussi le contexte politico-militaire extrêmement confus dans lequel tout cela s'est passé, sont beaucoup plus diverses en termes de genres, de contenus, de sensibilités exprimées et d'interprétations que celles de l'époque impériale auxquelles nous avons habitué notre auditoire. Après 1911 les modèles et les procédures historiographiques traditionnels en Chine, qui étaient ceux de l'élite lettrée et de l'État bureaucratique centralisé, ont largement disparu au profit de modèles plus « modernes », ou simplement différents, parce que fortement influencés par les formes occidentales de production documentaire, voire de rhétorique, et répondant à un débat politique et intellectuel beaucoup plus ouvert. À cela s'ajoute l'effet des nouveaux moyens de communication, comme la presse ou le télégraphe. Enfin il faut tenir compte d'une production sans précédent de sources étrangères sur la Chine, sous forme d'archives publiques ou privées, d'études,

d'articles de presse, de témoignages, de souvenirs, etc. Un tour d'horizon rapide nous a conduit à évoquer, parmi beaucoup d'autres, quelques-unes de ces sources non chinoises contemporaines de l'événement : les rapports annuels de la CIFRC, les très riches archives personnelles d'O.J. Todd (conservées à l'Université Stanford) — qui nous informent de façon précieuse sur le milieu des ingénieurs étrangers en Chine et sur les conflits internes de la CIFRC —, dans un registre plus large les livraisons mensuelles du *Journal of the Association of American and Chinese Engineers*, publiées à Pékin entre 1920 et 1941, sans parler des souvenirs romancés de l'ingénieur Sigurd Eliassen (qui avait en fait dirigé le chantier de 1930 à 1932), publiés en 1955 en norvégien et deux ans plus tard en anglais sous le titre *Dragon Wang's River*, qui contiennent maintes notations aussi intrigantes qu'intéressantes.

Du côté des sources chinoises il nous fallait d'abord mentionner les écrits publiés de Li Yizhi — en quelque sorte l'*alter ego* de Todd dans notre récit, même si son rôle en Chine a été bien plus important —, qui s'avèrent nettement plus circonstanciés et moins portés à l'auto-célébration que ceux de Todd (ou inspirés par lui) ; on y trouve également — du moins dans le recueil de ses écrits publié à Taiwan en 1956 — des fragments autobiographiques du plus haut intérêt, même s'ils sont, malheureusement, antérieurs à la période qui nous concerne plus spécialement. Par contraste, l'hagiographie qui se multiplie depuis une vingtaine d'années en Chine (avant cela Li Yizhi, loyal serviteur du gouvernement nationaliste et familier de ses hautes sphères, posait des problèmes), dont on rencontre maints exemples sur internet et qui fait de lui une sorte de saint patriotique et de héros scientifique national, est d'un intérêt beaucoup plus limité. C'est sans doute entre ces deux extrêmes qu'il faut situer un type de source dont nous avons beaucoup parlé et auquel nous aurons souvent l'occasion de recourir, la grande collection des *Wenshi ziliao* 文史資料 (ou « matériaux littéraires et historiques »). Lancé en 1960 sous l'égide du gouvernement, le programme des *Wenshi ziliao* visait à solliciter, hors de toute contrainte politique, les témoignages des acteurs de la période 1911-1949 qui s'étaient trouvés, rétrospectivement, du mauvais côté de la barrière, ou à tout le moins que leur vie et leurs activités plaçaient en dehors de la saga communiste, voire en territoire hostile : anciens membres du parti nationaliste ou des partis d'opposition non communistes, anciens seigneurs de la guerre, anciens officiers, politiciens, hommes d'affaires, techniciens, « bourgeois », et ainsi de suite. Si la prodigieuse quantité de textes publiés qui en est résultée verse parfois dans la téléologie *a posteriori* et dans la simplification, et doit par conséquent être utilisée de façon critique, les informations et témoignages de première main qu'on y trouve n'en sont pas moins extraordinairement détaillés et souvent saisissants, et constituent une source irremplaçable sur ces années tourmentées. Il est vrai que les quelques essais sur Li Yizhi lui-même, sur sa vie et sur ses activités, publiés dans les *Wenshi ziliao*, tous dus à d'anciens disciples ou collaborateurs, relèvent plutôt de cette hagiographie dont nous avons parlé : en fait le témoignage le plus intéressant

d'un ancien élève de Li Yizhi et les notations les plus personnelles — basées en partie sur les écrits autobiographique de Li Yizhi lui-même, inédits en Chine populaire — ne se trouvent pas dans les *Wenshi ziliao*, pour la bonne raison que leur auteur, Song Xishang 宋希尚 (1896-1982), avait choisi en 1949 de partir à Taiwan, où il a publié plusieurs articles sur son maître ainsi qu'une biographie. C'est par Song Xishang (pour ne mentionner que l'information la plus inédite) que l'on apprend que Li Yizhi s'est converti au protestantisme sur son lit de mort. En revanche, nombre d'essais et de souvenirs publiés dans les *Wenshi ziliao* sur les aspects politiques et militaires de la période des seigneurs de la guerre et sur ses protagonistes, dont beaucoup ont eu un impact très direct sur les questions qui nous intéressent, ouvrent des perspectives tout à fait fascinantes sur ces années finalement assez mal connues dans leur détail, surtout d'agissant d'une région relativement périphérique comme le Shaanxi.

Mais les *Wenshi ziliao* sont par définition de la « mémoire ». Les matériaux chinois immédiatement contemporains des événements — les matériaux locaux, surtout — sont nettement plus difficiles d'accès. Nous avons cependant bénéficié de l'extrême générosité d'un jeune chercheur, M. Zheng Lei 鄭磊, qui a publié plusieurs travaux sur les transformations de l'environnement et sur l'histoire socio-économique du Guanzhong entre les années 1920 et la réforme agraire des années 1950 et nous a communiqué les copies de centaines de pages de documents locaux recueillis au cours de ses recherches, portant notamment sur la grande famine de 1928-1930 et sur le démarrage consécutif du projet hydraulique du Weibei. Nous évoquerons plus en détail ces matériaux dans notre cours de l'année prochaine, mais il convient de souligner dès ici que leur consultation même cursive ouvre des perspectives que les publications de la CIFRC sur les mêmes questions, ou même les souvenirs recueillis dans les *Wenshi ziliao*, ne permettaient pas de soupçonner. Particulièrement frappante à cet égard est l'activité frénétique d'enquête, de publication, de propagande et de communication qui a accompagné la famine de 1928-1930, certainement l'une des crises les plus épouvantables traversées par la région pendant toute son histoire. Nous avons pris le temps de présenter les neuf numéros, parus à la fin de 1930 et au début de 1931, de l'organe publié par le comité provincial contre la famine mis sur pied au lendemain de la prise de pouvoir du parti nationaliste dans la province (octobre 1930), le *Shaanxai zhoubao* 陝災週報 (L'Hebdomadaire de la famine au Shaanxi). Cette publication très soignée, ornée de couvertures illustrées d'un modernisme qui surprend et calligraphiées par des activistes connus (dont Li Yizhi), contient une vaste quantité d'articles, d'enquêtes, de statistiques, de rapports et d'informations (y compris, parmi beaucoup d'autres choses, sur le démarrage des travaux du futur canal Jinghui), d'essais littéraires et de poèmes, ainsi que la reproduction de toutes les correspondances officielles sur le sujet échangées à l'intérieur de la province ou avec les autorités centrales du gouvernement nationaliste, qu'on supplie — sans résultat tangible semble-t-il — d'envoyer une aide financière substantielle. On y découvre aussi la multiplicité d'organisations

charitables, bouddhistes notamment, qui essaient d'intervenir ou sont simplement sollicitées, alors que les publications de la CIFRC tendraient à suggérer qu'il n'existait rien en dehors d'elle-même et de quelques missionnaires chrétiens. L'on dispose, certes, de compilations récentes de sources sur la famine et les catastrophes naturelles dans la Chine républicaine, basées sur des enquêtes officielles et surtout sur la presse de l'époque. Ces travaux sont faciles d'accès et permettent de compléter les sources primaires dont il vient d'être question, mais il va de soi que ni les commissions d'enquête dépêchées par le gouvernement ni les reporters envoyés par les grands journaux de Shanghai ou de Pékin ne pouvaient avoir sur ce qu'ils voyaient le même regard et ne pouvaient en parler avec les mêmes mots que les victimes elles-mêmes et que les activistes locaux qui essayaient de leur venir en aide, dont une publication locale comme le *Shaanzi zhoubao* fait passer les perceptions avec une immédiateté tout à fait saisissante.

Sans pouvoir ici évoquer l'ensemble des sources que nous avons présentées, il nous faut néanmoins revenir sur les *Wenshi ziliao*, plus précisément sur le nombre important de textes contenus dans cette collection consacrés à l'histoire militaire du Shaanxi et aux seigneurs de la guerre qui y ont été impliqués, dont l'impact (presque exclusivement négatif) sur les développements qui nous intéressent a été considérable. C'est d'ailleurs ce que martèle un pamphlet publié à Shanghai en 1931 par un certain Kang Tianguo 康天國 (dont nous ne savons rien par ailleurs), intitulé *Xibei zuijin shinianlai shiliao* 西北最近十年來史料 (Matériaux historiques sur les dix dernières années dans le Nord-Ouest), auquel nous avons brièvement fait allusion et qui accumule dans un assez grand désordre et avec beaucoup de répétitions les notations les plus épouvantables sur le chaos qui régnait alors au Shaanxi et au Gansu (dont l'auteur semble être originaire) : or, pour Kang Tianguo, si la crise économique, sociale et démographique, mais aussi morale, dans laquelle s'enfoncent non seulement les provinces du Nord-Ouest mais en fait la Chine tout entière est sans aucun précédent historique et ne semble pas avoir d'issue, les principaux responsables, bien plus que les accidents du climat, ce sont les seigneurs de la guerre et leurs armées, leurs exactions sans fin, leur total cynisme et leur brutalité, qui ont pour conséquences la destruction complète du tissu socio-économique, la fuite des habitants, le banditisme généralisé, etc. On retrouve là le thème des débats évoqués plus haut au sein des organisations philanthropiques étrangères, sur lesquels nous reviendrons en détail l'an prochain, concernant les causes réelles de la famine, que beaucoup attribuaient en premier lieu à l'anarchie générale et aux déprédations des militaires.

L'histoire de la domination chaotique des seigneurs de la guerre, plus particulièrement celle des affrontements extrêmement compliqués ayant opposé les divers régimes militaristes (y compris ceux à prétentions révolutionnaires) qui ont essayé de contrôler le Shaanxi entre 1911 et 1930, est incontestablement centrale si l'on veut comprendre l'histoire socio-économique de la région et celle



des tentatives avortées pour en reconstruire et moderniser les infrastructures, sur lesquelles nous reviendrons plus loin. Il existe un certain nombre de monographies, certaines classiques, sur les seigneurs de la guerre de la Chine républicaine, mais elles nous renseignent assez peu sur ce qui s'est passé au Shaanxi, dans la mesure où il s'agissait là d'une province dont l'importance était plutôt marginale par rapport aux grandes manœuvres opposant les principales coalitions de militaristes et à leurs objectifs stratégiques. Par contraste, les textes sur le Shaanxi dans les *Wenshi ziliao* (auxquels il faut ajouter un certain nombre de témoignages publiés dans d'autres cadres) sont extrêmement précieux en raison de la surabondance de détails qu'ils contiennent sur les événements et les personnes. Certes, chacun de ces témoignages pris individuellement a l'inconvénient de la sélectivité et des *a priori* (ou des *a posteriori*) inévitables lorsqu'on sollicite la mémoire des acteurs sur des faits vieux de plusieurs décennies, et qu'en outre cette enquête est patronnée par un régime politique qui a entre temps créé sa propre orthodoxie. Mais leur combinaison et leur recoupement n'en permettent pas moins de dresser en fin de compte un tableau très complet, et où les faits qui nous concernent au premier chef deviennent beaucoup plus clairs.

Sommairement, l'histoire politique et militaire de la région entre 1911 et 1930 se présente comme une succession de conflits armés tournant autour du contrôle de Xi'an et de son hinterland, qui de toute évidence ont laissé assez peu de répit aux habitants du Guanzhong. (Le nord et le sud de la province, qui présentent des écologies très différentes, connaissent des histoires relativement indépendantes.) Ces luttes opposent des forces qui se proclament, suivant le cas, loyales au pouvoir en place à Pékin ou aux militaristes qui le contrôlent — et de toute façon, du côté de l'ordre — ou, au contraire, « révolutionnaires ». Les objectifs et les idéaux proclamés pouvaient donc être différents, mais le plus souvent le comportement des forces en présence était assez semblable : du point de vue des populations, il s'agissait toujours de militaires affamés vivant sur le pays et dont les intérêts stratégiques primaient sur tout le reste. Autre aspect important, si les affrontements armés se déroulent dans un cadre strictement régional, que les acteurs sont en grande partie d'origine locale, et que les victimes « collatérales » le sont toutes, les chefs de guerre n'en restaient pas moins connectés par divers moyens (dont le télégraphe n'était pas le moins actif) avec le reste du pays et recevaient leurs titres et leurs grades, voire leurs ordres de marche, d'autorités extérieures à la région, qu'il s'agît de celles de Pékin, de *leaders* de coalitions militaristes parlant en leur nom, ou même du régime sécessionniste de Sun Yat-sen et de ses successeurs dans le sud du pays.

Il serait trop long ici d'énumérer dans le détail tous les chefs d'armée d'obédience diverses qui se sont succédés à Xi'an (ou qui ont tenté d'en prendre le contrôle) depuis la révolution de 1911. À partir de la fin 1917 la plaine du Guanzhong voit s'affronter deux camps : d'un côté, les forces du gouverneur militaire en place à Xi'an, un certain Chen Shufan 陳樹藩, décrit par toutes les sources comme l'archétype du seigneur de la guerre réactionnaire, borné, rapace

et manœuvrier, et de plus grand promoteur de la culture du pavot, en principe illégale mais qui rapportait des sommes énormes en taxes et en amendes et qui sera dénoncée comme une des causes majeures de la famine de 1928-1930 (on ne parviendra que plus tard à l'éradiquer de la région) ; et de l'autre, une coalition d'officiers locaux mécontents, bientôt rassemblée sous la houlette d'un partisan de Sun Yat-sen nommé Yu Youren 于右任 (1879-1964), qui deviendra plus tard un hiérarque important du régime nationaliste : c'est l'« Armée de pacification du pays » (Jingguo jun 靖國軍), dont le régime à prétentions progressistes contrôle jusqu'à la fin de 1921 une bonne partie de la rive nord de la Wei, face à Xi'an, avec son quartier général à Sanyuan 三原, dont Yu Youren est natif et qui est l'une des principales sous-préfectures de la zone irrigable du Weibei. Comme beaucoup d'autres protagonistes des luttes pour le pouvoir au Shaanxi à cette époque (et comme Li Yizhi lui-même, ancien condisciple de Yu Youren), Chen Shufan et Yu Youren sont des fils de la région et ont été formés à la politique dans la mouvance de la Ligue jurée (Tongmeng hui 同盟會), le parti révolutionnaire fondé par Sun Yat-sen en 1905. Avec assez peu d'exceptions, la plupart de ces gens qui se font la guerre se connaissent de longue date, ils ont participé aux mêmes luttes dans leur jeunesse, ils se parlent à l'occasion et se rendent visite, et les retournements d'alliance sont monnaie courante.

L'« Armée de pacification du pays » n'a jamais réussi à prendre le dessus dans son combat contre les autorités de Xi'an, pour deux raisons principales : d'une part, le gouverneur Chen Shufan avait très tôt pris la décision lourde de conséquences d'appeler à la rescousse les forces d'un seigneur de la guerre de la province voisine du Henan, Liu Zhenhua 劉鎮華 (1882-1955), qui pour prix de ses services est nommé gouverneur civil du Shaanxi et y cumulera un peu plus tard tous les pouvoirs ; et d'autre part, la crainte de la coalition conduite par Yu Youren, qui poursuit une stratégie nationale de reconquête révolutionnaire en liaison avec les forces sudistes de Sun Yat-sen, poussera les autorités de Pékin à envoyer contre elle des forces mobilisées dans plusieurs provinces voisines. Mais la dispersion finale de la Jingguo jun est la conséquence indirecte d'un autre événement extérieur à la province, la première guerre nationale entre coalitions de seigneurs de la guerre, à l'été 1920, qui se conclut par la défaite du parti qui protégeait Chen Shufan et Liu Zhenhua à Xi'an et par l'envoi au Shaanxi, l'année suivante, de forces appartenant à la clique victorieuse, dite du Zhili, pour les en déloger.

Le principal chef militaire participant à cette opération, qui deviendra bientôt l'un des seigneurs de la guerre les plus puissants du pays, est le fameux « général chrétien », Feng Yuxiang 馮玉祥 (1880-1948), dès cette époque fort populaire auprès de beaucoup d'étrangers en Chine. Chen Shufan est rapidement expulsé de Xi'an, mais Liu Zhenhua réussit à amadouer les nouveaux maîtres de la région et à rester en place ; dès le départ de Feng Yuxiang, appelé à se joindre à la première guerre entre les coalitions dites du Zhili (à laquelle il appartient)

et du Fengtian (dont le chef est Zhang Zuolin 張作霖 [1875-1928], l'homme fort de la Mandchourie), au printemps 1922, Liu cumulera les postes de gouverneur civil et militaire du Shaanxi, et il restera en place jusqu'en 1925. Mais c'est Feng Yuxiang qui a réduit les chefs de la Jingguo jun en battant les uns (ou en les faisant assassiner) et en encourageant la défection des autres en échange de promotions dans l'armée régulière et de moyens matériels dont les rebelles étaient alors totalement démunis. Le plus important de ces ralliés, et sans doute le plus brillant, est un certain Hu Jingyi 胡景翼 (1892-1925), qui vient du même milieu d'anciens révolutionnaires devenus militaristes que d'autres personnages déjà rencontrés et qui conserve l'ancienne base de la Jingguo jun au cœur même du périmètre d'irrigation du Weibei ; il sera un allié majeur de Feng Yuxiang au moment du « coup » d'octobre 1924 qui permet à ce dernier de s'emparer de Pékin après avoir trahi ses alliés, et deviendra brièvement gouverneur militaire du Henan avant sa mort prématurée en 1925, à l'âge de 37 ans. Replié dans l'ouest du Guanzhong, le dernier noyau de résistants de la Jingguojun est contraint d'abandonner le combat en mai 1922, et pour la deuxième fois de sa carrière — la première remontait à sa période d'activisme anti-mandchou avant la chute des Qing — l'ancien mentor politique de Hu Jingyi, Yu Youren, n'a d'autre choix que de fuir la province et se réfugier à Shanghai.

L'impact de Feng Yuxiang sur la province du Shaanxi pendant les quelques mois qu'il y a passés comme gouverneur militaire entre 1921 et 1922 n'a pu être très profond, même s'il a tenté d'y mettre en œuvre les principes de moralisation de la société et de discipline militaire dont il était à l'époque un propagandiste pittoresque, et à propos desquels nous avons cité le témoignage de première main d'un jeune attaché militaire américain qu'il avait invité à Xi'an et qui n'était autre que le futur général Joseph Stilwell, représentant de Roosevelt et chef d'état-major allié auprès de Chiang Kai-shek pendant la guerre du Pacifique. En fait la situation dont Feng avait hérité au Shaanxi, alors réputé être une des provinces les plus déshéritées et les plus ingouvernables du pays, était proprement abominable, à commencer par le fait qu'il ne contrôlait directement, comme d'ailleurs tous les « gouverneurs militaires » de ces années, qu'une partie assez étroite de la plaine du Guanzhong ; même là les conditions économiques étaient catastrophiques et le banditisme impossible à réduire, si bien que Feng Yuxiang n'a pas eu la possibilité de donner ne serait-ce qu'un début de réalisation au programme d'amélioration de l'agriculture et de l'irrigation qu'il affirmait vouloir développer. En revanche — et pour anticiper —, entre le retour des forces de Feng Yuxiang au Shaanxi à la fin de 1926 pour délivrer Xi'an assiégée par son ancien gouverneur Liu Zhenhua et leur expulsion définitive par les forces nationalistes commandées par Yang Hucheng, à la fin de 1930, il n'y aura même pas de programme de réformes et l'impact sera désastreux : le Nord-Ouest sert alors à Feng Yuxiang de grand arrière pour ses projets nationaux, et le pillage fiscal auquel est soumise la région ne fait que multiplier les effets de la sécheresse dont elle souffre pendant une grande partie de cette période.

Quoi qu'il en soit, entre 1922 et 1925 c'est Liu Zhenhua qui détient en théorie tous les pouvoirs à Xi'an ; et en dépit de la réputation, à l'évidence justifiée, qui lui a été faite par la suite — il est rapace, cruel, opportuniste, et réactionnaire —, c'est sous son administration que Li Yizhi, qui était à ce moment professeur d'ingénierie à Nankin, accepte de revenir au Shaanxi comme directeur du bureau d'hydraulique (*shuili ju* 水利局) de la province et, à la faveur de la courte période de stabilité politique que connaît alors la région, formule divers plans dans le domaine de l'éducation et des infrastructures, dont le plus important pour ce qui nous concerne est le projet de reconstruction et de modernisation de l'ancien canal Longdong.

Il n'a cependant pas été le premier à s'y intéresser. Dès 1912, l'an premier de la République, un jeune révolutionnaire nommé Dang Zixin 黨自新 (peut-être un pseudonyme), dont nous ne savons malheureusement pas grand-chose d'autre, aurait conduit des études dans la région du Weibei, et il aurait été le premier à proposer une solution technique qui sera au centre des plans de Li Yizhi mais que celui-ci ne pourra finalement jamais réaliser : percer un tunnel dans le massif rocheux qui domine le site afin de capter l'eau de la rivière Jing beaucoup plus haut qu'on n'avait pu le faire jusqu'alors, à un méandre très encaissé appelé Diaozui 刁兒嘴 (Bird's Beak Bend dans les sources en anglais). (On discutait en fait du site de Diaozui depuis le milieu du 16<sup>e</sup> siècle, mais à l'époque un tunnel était impensable et il aurait fallu édifier un canal en corniche d'une difficulté extrême de réalisation dans la gorge de la Jing, idée qu'on a fini par abandonner au début du 18<sup>e</sup> siècle.) Plus important est le rôle d'un certain Guo Xiren 郭希仁 (1881-1923), un activiste local quelque peu écartelé — comme bien d'autres à cette époque — entre son militantisme progressiste et son attachement à la culture confucéenne traditionnelle. (Il avait acquis le titre prestigieux de licencié peu avant l'abolition du système des examens en 1905.) Guo Xiren avait voyagé en Europe en 1913 en compagnie de Li Yizhi, qui avait déjà trois ans d'études en Allemagne à son actif et lui servait d'interprète, et c'est lui qui l'aurait persuadé de se spécialiser dans l'ingénierie hydraulique, ce que fit en effet Li Yizhi en allant étudier à l'Université de Danzig. Attaché à l'administration du gouverneur Chen Shufan, Guo Xiren crée en 1917 un bureau d'hydraulique de la province du Shaanxi, à la tête duquel il ne peut d'ailleurs pas réaliser grand-chose car il manque presque totalement de moyens. Il va cependant visiter le site du Longdong et y fait faire de nouveaux relevés, en 1919 semble-t-il, dont le résultat est une carte qu'il soumet à Li Yizhi (alors à Nankin), mais que ce dernier juge insuffisante pour entreprendre des travaux.

Or, à ce moment la zone du Weibei est en théorie contrôlée par les forces de la Jingguo jun hostiles au régime en place à Xi'an, dont Guo Xiren est l'employé. Mais dans ce cas comme dans d'autres tout suggère que de tels antagonismes n'excluaient nullement certains arrangements, surtout lorsque un programme de développement aussi crucial était en jeu et que les personnes concernées avaient milité ensemble dans le passé et n'avaient jamais vraiment rompu les ponts.

Dans tous les cas, le désir le plus ardent de Guo Xiren est de convaincre Li Yizhi, qui est, lui, un véritable ingénieur et possède déjà un assez grand prestige, de revenir à Xi'an prendre les choses en mains ; et c'est pour cette raison que, malgré sa santé chancelante et ses ennuis politiques — il a dû abandonner la responsabilité du bureau d'éducation de la province en raison de manifestations étudiantes contre ses orientations jugées réactionnaires —, il conserve son poste au bureau d'hydraulique afin de le transmettre un jour à Li Yizhi. C'est en effet ce qu'il fera peu avant sa mort, en 1922, Li Yizhi ayant finalement cédé à ses sollicitations et surtout à celles du gouverneur Liu Zhenhua et du général Hu Jingyi.

En réalité les circonstances du retour de Li Yizhi au Shaanxi baignent dans une certaine ambiguïté, qui tient en partie au fait que les auteurs qui en ont parlé après 1949 cherchent à associer le démarrage du projet du Weibei aux efforts de développement du régime pro-Sun Yat-sen dirigé par Yu Youren. En même temps qu'il créait des écoles modernes dans les bourgades contrôlées par le mouvement, tentait de remettre un peu d'ordre dans une économie en état de blocus et paralysée par les réquisitions de l'armée, et se lançait dans des entreprises d'éducation populaire et de participation démocratique avec l'aide d'intellectuels et d'étudiants progressistes venus des grandes villes de Chine, où le Mouvement du 4 mai 1919 était alors en plein essor, Yu Youren aurait mis en place à Sanyuan un « Comité d'hydraulique du Weibei » (Weibei shuili weiyuanhui 渭北水利委員會), supervisant un « Bureau d'ingénierie hydraulique pour le Weibei » (Weibei shuili gongchengju 渭北水利工程局), avec l'intention de reconstruire un système moderne d'irrigation qui aurait considérablement accru le potentiel économique de la zone qu'il contrôlait, et il aurait tenté d'y faire venir son vieux condisciple Li Yizhi.

L'un des facteurs déterminants semble avoir été la grande famine de 1920-1921 en Chine du Nord, qui touche le Shaanxi même si celui-ci n'est pas au centre de la zone sinistrée, et l'aide étrangère qui a été sollicitée et obtenue à cette occasion. Il n'est pas exclu qu'avant d'avoir été plus ou moins expulsé de Sanyuan par Hu Jingyi après le ralliement public de ce dernier à Feng Yuxiang, en septembre 1921, Yu Youren ait envoyé des émissaires à Pékin ou à Shanghai et ait obtenu des fonds de secours spécifiquement destinés à la zone qu'il contrôlait, fonds dont un reliquat après la fin de la famine aurait servi à créer le bureau d'hydraulique du Weibei. Mais, comme nous l'avons montré à partir d'un examen serré de sources pleines d'à-peu-près et de contradictions, même si c'est le cas, ce bureau a été mis en place non par Yu Youren lui-même mais par son ancien lieutenant Hu Jingyi, à la fin de 1921 ou au début de 1922, alors que la famine était terminée et qu'avec la disparition de l'« Armée de pacification du pays » il était à nouveau possible politiquement de solliciter des fonds à Xi'an, où nous savons qu'aboutissait l'essentiel de l'aide gouvernementale ou étrangère. C'est aussi à ce moment que doit se placer un épisode mentionné par de nombreuses sources, à commencer par Li Yizhi lui-même : les investigations approfondies

effectuées sur le site d'irrigation du Weibei par un ingénieur chinois nommé Wu Nankai 吳南凱, dépêché sur les lieux par la CIFRC — constituée, rappelons-le, en novembre 1921, et dont O.J. Todd n'est pas encore l'employé —, dont c'est donc une des toutes premières initiatives dans le domaine de ce qu'on pourrait peut-être appeler l'ingénierie publique préventive. Todd mentionne quelque part la qualité du travail accompli par Wu Nankai, qu'on lui a communiqué par la suite ; Li Yizhi est également approbateur, mais il note aussi que pour Wu Nankai, qui a soigneusement exploré la gorge de la rivière Jing et le site de Diaozui en amont de l'ancien canal, il serait plus avantageux de moderniser l'ancien canal dans son tracé actuel que de vouloir percer un tunnel : or, si c'est en effet le parti qu'adopteront les ingénieurs de la CIFRC en 1930, en revanche Li Yizhi lui-même soutiendra toujours la solution du tunnel, affirmant qu'elle permettrait d'accroître considérablement le rendement du canal.

Dans tous les cas, si Li Yizhi a finalement décidé de retourner au pays et d'accepter les postes de responsable de l'hydraulique du Shaanxi et d'ingénieur en chef du site Weibei qu'on lui proposait, c'est (il le dit lui-même dans un de ses textes de l'époque) à la demande répétée du gouverneur Liu Zhenhua, relayant probablement celle de Guo Xiren, et dont on peut penser qu'à ses yeux s'associer un personnage aussi prestigieux et respecté que Li Yizhi ne pouvait que renforcer son image ; et il s'est finalement décidé à l'été 1922 après avoir reçu la visite à Nankin d'un certain Li Zhongsan 李仲三, dont nous savons par ailleurs que c'était un notable de la région de Sanyuan et un proche lieutenant de Hu Jingyi, le nouveau maître de la région du Weibei : il ne mentionne même pas le nom de Yu Youren, qui du reste avait déjà dû s'enfuir du Shaanxi à cette date.

Ces détails sont loin d'être dénués d'importance. Alors que pratiquement tous les auteurs publiés dans les *Wenshi ziliao*, dont beaucoup ont été proches de lui professionnellement et conservent à l'évidence une très grande vénération à son égard, tentent d'annexer Li Yizhi à la tradition révolutionnaire en en faisant un invité de Yu Youren, ou au moins en l'associant à ses projets, Li Yizhi a de toute évidence attendu que la situation au Shaanxi soit stabilisée pour revenir : il était bien conscient de ce qu'un projet à grande échelle comme la reconstruction du système Longdong n'aurait aucune chance de se faire alors que le Guanzhong était en état de guerre civile, et *a fortiori* dans une enclave dissidente et menacée par des forces bien supérieures. C'est donc sous un régime dominé par le peu respectable Liu Zhenhua et débarrassé de l'opposition sunyatséniste de la Jingguojun, dont le chef Yu Youren était pourtant un de ses vieux compagnons, que Li Yizhi a entrepris de réaliser ses ambitions concernant la restauration de l'antique Canal Zheng Guo.

Ce qui l'a peut-être aussi décidé, c'est que depuis la famine de 1920-1921 il existait désormais un accès aux financements extérieurs à la province, et notamment à ceux de la CIFRC, qui avait manifesté un intérêt actif pour le projet. Les comptabilités reproduites dans l'ouvrage bien connu de Walter Mallory sur les événements de 1920-1921 (*China, Land of Famine*, 1923) montrent d'ailleurs

qu'il restait à Xi'an divers fonds de secours inutilisés et réservés à de futures opérations. De fait, dès le lendemain de son retour au Shaanxi en compagnie d'un groupe d'étudiants, Li Yizhi va se lancer dans une étude topographique, géologique et hydrologique approfondie du site d'irrigation du Weibei grâce à l'aide financière de la CIFRC.

Nous avons conclu le cours de cette année en évoquant l'œuvre impressionnante de Li Yizhi pendant les années qui suivent immédiatement : non seulement il a mis au point le premier projet de restauration de l'irrigation au Guanzhong véritablement ambitieux et fondé sur un travail préparatoire de terrain extrêmement poussé, mais encore il a beaucoup œuvré pour moderniser le système d'éducation de la province, il a formé une génération de techniciens disponibles pour les projets de travaux publics, et en 1924 au moins il a réussi à mobiliser l'intérêt extrêmement actif de Todd et de la CIFRC, à tel point que pendant une courte période le projet du Weibei sera présenté dans la presse nationale comme étant sur le point de se faire.

Nous avons parlé plus haut de ces années 1922-1925 comme d'une période de relative stabilité politique au Shaanxi. Or, si le gouvernement provincial ne change en effet pas alors de mains, cela ne veut pas pour autant dire que les populations jouissent de la prospérité et de la tranquillité, et il est facile de constater que les efforts de Li Yizhi et de ses collègues se sont déroulés au milieu de difficultés extrêmes et d'un assez incroyable désordre. La province dispose en théorie d'une administration en ordre de marche, avec le gouverneur et ses services, une assemblée provinciale, des bureaux spécialisés (comme le bureau d'hydraulique dirigé par Li Yizhi), des magistrats à la tête des sous-préfectures, et des garnisons commandées par des officiers intégrés à l'armée nationale. Mais la réalité est assez différente : le gouverneur dispose de pouvoirs quasi dictatoriaux, à commencer par celui de pratiquer une fiscalité aussi arbitraire que prédatrice, et donne la priorité à l'édification de son armée personnelle (son armée de seigneur de la guerre), l'assemblée provinciale n'a aucune influence, la bureaucratie manque cruellement de moyens, et les magistrats locaux sont totalement impuissants face aux militaristes cantonnés sur leurs territoires.

Ce dernier problème n'est pas le moindre. Dès qu'on s'éloigne de Xi'an le pouvoir du gouverneur rencontre très vite ses limites, car les « chefs de corps » dispersés à travers la province se comportent en despotes locaux et exploitent à leur guise les ressources à leur portée. Pour plusieurs témoins de la période, cette situation est en fait un héritage de l'« Armée nationale de pacification », qui à de rares exceptions près aurait été loin de se comporter comme la force révolutionnaire unifiée et disciplinée placée sous le commandement de Yu Youren qu'on a souvent voulu y voir. C'est à partir de là qu'on aurait vu proliférer des seigneurs de la guerre locaux opérant parfois à très petite échelle, natifs de la province, chacun protégeant son indépendance dans son mini-« royaume féodal » et ignorant superbement les mutations et les ordres de marche édictés par les autorités dont il dépend en théorie. Ce n'est qu'en 1927-1928 que

les forces de Feng Yuxiang les délogeront l'un après l'autre de leurs fiefs, au prix de batailles sanglantes.

C'est donc dans ce contexte d'anarchie, auquel s'ajoutent les déprédations considérables causées par les « bandits locaux » (*tufei* 土匪) dans toute la région, surtout en période de disette, qu'il faut replacer les efforts de reconstruction d'un Li Yizhi : rien ne pouvait être fait sans la bonne volonté des militaristes locaux qui contrôlaient une bonne partie du territoire de la province, y compris les sous-préfectures proches de Xi'an correspondant au périmètre d'irrigation du Weibei. Il est vrai que son entreprise de réhabilitation hydraulique était d'une certaine manière un projet « fédérateur » dans la mesure où il s'agissait de donner un véritable coup de fouet à la productivité de l'agriculture locale, ce qui ne pouvait qu'intéresser tous ceux qui vivaient des surplus produits par cette agriculture, à commencer par le gouvernement provincial et les seigneurs de la guerre locaux. Le centre stratégique du projet était d'ailleurs le bureau d'ingénierie hydraulique du Weibei, situé à Sanyuan, qui était apparemment la chose du général Hu Jingyi et de ses clients dans la région.

Le détail des campagnes de relevés menées par Li Yizhi et ses collaborateurs sur le site du Weibei et dans la gorge de la rivière Jing entre 1922 et 1924 importe peu ici. Elles donnent lieu à deux projets détaillés rédigés en 1923 et 1924. Sans nous attarder sur les données techniques contenues dans ces documents (résumées dans notre étude mentionnée plus haut), rappelons simplement que le premier présente le projet de Li Yizhi dans son extension maximale, celle qui devait permettre d'irriguer plus de quatre millions de *mu* (près de 270 000 ha) à l'instar du légendaire canal Zheng Guo au 3<sup>e</sup> siècle avant notre ère, augmenté du canal Bai sous la dynastie des Han : même après avoir dû réviser ses plans considérablement à la baisse — pour des raisons financières, mais également techniques — Li Yizhi n'a jamais cessé de manifester sa fascination pour ce glorieux précédent, qui avait d'ailleurs une valeur évidente de propagande dans la région, et d'espérer qu'on arriverait un jour à l'égaliser. Ce premier projet de 1923 est également décrit dans une brochure en anglais, fort soignée et évidemment destinée à en faire la publicité auprès des bailleurs de fonds étrangers, dans laquelle Li Yizhi place explicitement son entreprise sous le patronage du gouverneur Liu Zhenhua et des seigneurs de la guerre locaux de la région du Weibei.

Pour résumer une histoire passablement complexe, Li Yizhi a été très près de réussir à « vendre » son projet (à tout le moins une version préliminaire quelque peu réduite) à O.J. Todd et à la CIFRC, en s'appuyant sur une promesse de cofinancement du gouvernement provincial du Shaanxi ; mais tout a finalement capoté à cause de l'absence de fonds et des blocages politiques au Shaanxi, puis du redémarrage de la guerre civile en Chine, les militaristes locaux (Liu Zhenhua et Hu Jingyi) se retrouvant en 1925 dans des camps opposés et allant s'affronter sur des théâtres extérieurs à la province.



Todd, qui inspecte le site en compagnie du secrétaire général de la CIFRC et de Li Yizhi en avril 1924, est apparemment convaincu que le projet est réalisable sous réserve d'études complémentaires ; il se fait également recevoir par le gouverneur Liu Zhenhua et par le général qui représente Hu Jingyi à Sanyuan, et pense les avoir suffisamment convaincus de s'associer financièrement au projet pour pouvoir aussitôt en faire la publicité dans la presse. Or, comme nous l'avons vu, rien ne se fera avant 1930, et ce sera alors dans un contexte tout à fait différent. Même le projet encore plus réduit présenté à Todd par Li Yizhi dans un document inédit datant probablement de 1925, qui aurait l'avantage d'être réalisable en moins de deux ans, alors même que la situation devient urgente — la famine menace de nouveau et les représentants locaux de la CIFRC insistent sur les déprédations sans fin des bandits et des garnisons —, reste dans les cartons. Dans les conditions de totale anarchie qui prévalent en Chine en général, et au Shaanxi en particulier, à partir de la deuxième guerre Zhili-Fengtian, aucun organisme philanthropique ne risquerait ses fonds dans un projet aussi important. Lorsqu'en 1926 Li Yizhi retourne au Shaanxi après une tournée infructueuse dans les grandes villes chinoises pour trouver des financements, il ne peut même pas regagner ses bureaux de Xi'an car la ville est assiégée par l'ex-gouverneur Liu Zhenhua. Ce siège, que les habitants de Xi'an vont subir pendant huit mois dans des conditions assez épouvantables, est levé fin 1926 grâce à l'intervention des troupes de Feng Yuxiang, rebaptisées « armée des citoyens » (*guominjun*) depuis la rupture entre Feng et ses alliés de la clique du Zhili en octobre 1924, et transmues en force progressiste depuis son voyage à Moscou et son alliance avec le régime cantonais du Guomindang.

Pendant quelques mois en 1927 Xi'an est investi par les nouveaux alliés Guomindang de Feng Yuxiang et va vivre dans l'enthousiasme révolutionnaire. Le chef d'état-major laissé sur place par Feng Yuxiang après son départ pour se joindre à l'« expédition au nord » lancée depuis Canton par Chiang Kai-shek pour réunifier le pays n'est autre que Yu Youren, l'artisan du rapprochement entre Feng Yuxiang et le Guomindang et ses alliés soviétiques. Mais Yu Youren, à qui son vieil ami Li Yizhi s'est empressé de soumettre un vaste projet de reconstruction économique et de réhabilitation de l'irrigation, ne peut rien faire, si bien que Li Yizhi ne tarde pas à quitter la province en proclamant qu'on ne l'y verra plus tant que les préoccupations révolutionnaires et militaires des autorités l'emporteront sur le souci de soulager les souffrances du peuple en développant les infrastructures et les forces productives.

De fait, les trois années qui suivent sont terribles pour les populations du Guanzhong. Les militaristes dépendant nominalement de Feng Yuxiang, qui n'a pas tardé à rompre avec Chiang Kai-shek, les exploitent sans merci, et la sécheresse qui sévit à partir de 1928 entraîne une effroyable famine. C'est dans une province livrée au banditisme et à l'anarchie, et que les forces du gouvernement nationaliste s'apprêtent à reconquérir, qu'à l'été 1930 les émissaires de la CIFRC dressent à nouveau des plans pour reconstruire l'irrigation du Weibei. Nous

reviendrons en détail sur ces événements dans notre cours de l'année prochaine, avant de nous pencher sur l'histoire de la CIFRC et de son département d'ingénierie, puis de nous intéresser aux politiques de développement des infrastructures menées par le régime nationaliste pendant la « décennie de Nankin » et à leurs implications en matière de coopération internationale.

\*

\*\*

Le séminaire portait sur « Les codes pénaux chinois et leurs commentaires (16<sup>e</sup>-19<sup>e</sup> siècles) ». Il nous a paru utile en effet de présenter certains matériaux recueillis au cours du travail de bibliographie analytique que nous poursuivons depuis plusieurs années, consacré aux ouvrages pédagogiques et aux outils de travail destinés aux fonctionnaires de l'époque impériale. Une partie importante de ces textes concerne le droit. Parmi les genres et les titres que nous avons d'ores et déjà analysés, en compagnie notamment de l'historien du droit chinois Jérôme Bourgon (Institut d'Asie Orientale de Lyon), nous avons sélectionné pour le séminaire les explications et les expansions du code pénal, qui peuvent prendre deux formes très différentes l'une de l'autre : d'une part les éditions du code avec commentaires, d'autre part les recueils de jugements (ou d'opinions judiciaires) approuvés par les autorités centrales (les « cas homologués », *cheng'an* 成案, et les mémoires internes du ministère de la Justice, *shuotie* 說帖), qui ne constituent pas à proprement parler une jurisprudence au sens où l'on ne peut les citer comme précédents, mais qui étaient utilisés comme guides pour interpréter le code dans les affaires innombrables où les circonstances ne correspondaient pas exactement à la liste des qualifications (ou « dénominations pénales », *zuiming* 罪名) qu'il énumère et où il fallait recourir à l'analogie (*bizhao* 比照). Ces matériaux, qui n'ont cessé de se multiplier pendant la période considérée, avaient pour objet d'aider les administrateurs à appliquer correctement la loi dans leurs fonctions quotidiennes, où le judiciaire tenait une grande place, et plus précisément à proposer des jugements acceptables par les autorités judiciaires centrales.

Le code proprement dit se compose d'environ 450 lois fondamentales (*lü* 律), qui ont très peu varié sous les Ming et les Qing, et de lois additionnelles (*li* 例 ou *tiaoli* 條例), qui avaient leur origine dans des affaires jugées (les *cheng'an* sous les Qing). Publiées en recueils séparés à partir de 1500, les lois additionnelles ont été progressivement associées au texte de base du code, jusqu'à lui être complètement intégrées à partir de 1740 ; contrairement aux *lü*, elles n'ont cessé de se multiplier et d'être révisées et constituent en quelque sorte la législation pénale vivante. Nous avons évoqué au passage le rôle et le fonctionnement du Bureau du code (*Lüli guan* 律例館) créé par la dynastie des Qing et directement rattaché au ministère de la justice à partir de 1742. Outre qu'il était chargé de mettre au point les lois additionnelles et de préparer chaque nouvelle édition officielle du code, ce bureau a fonctionné aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles comme une sorte de centre d'expertise juridique au sein du ministère, auquel étaient soumis

tous les cas difficiles envoyés par les provinces, et qui donnait ses avis sous forme de mémoires internes (*shuotie*). L'accumulation de ces derniers a fini par former une énorme base de données manuscrite dont d'importantes anthologies ont été publiées par la suite. Pour plusieurs commentateurs de l'époque, c'est dans ces commentaires portant sur des lois particulières que l'on trouve les commentaires juridiques les plus fins sur le code.

Le code des Qing, qui a fait l'objet de plusieurs traductions (à utiliser d'ailleurs avec prudence, et dont plusieurs se limitent aux lois fondamentales), est relativement bien connu. En revanche, en dehors de quelques spécialistes les historiens se sont peu intéressés aux commentaires qui sous les Ming comme sous les Qing enrichissaient toutes les éditions d'usage courant et nourrissaient une culture juridique extraordinairement vivante et importante au sein de l'appareil d'État — et, chez les spécialistes, un intérêt passionné pour les problèmes de droit. On n'a en général qu'une assez faible idée de cette culture parce qu'elle n'apparaît en évidence que dans une littérature spécialisée quelque peu marginale par rapport aux grands textes politiques, historiques ou normatifs.

Après avoir commencé par rappeler quelques notions de base sur l'organisation générale du code des Ming et des Qing (plus ou moins fixée avec la version promulguée en 1397 par le fondateur des Ming) et sur sa logique interne, qui même pour les spécialistes n'était pas toujours évidente, nous avons donc cherché à donner une idée de l'extrême variété de ces éditions avec commentaires, pratiquement toutes publiées par des éditeurs commerciaux et dont notre propre recensement (qui inclut aussi quelques ouvrages conservés sous forme manuscrite) est, croyons-nous, de loin le plus exhaustif. Alors que sous les Ming les auteurs sont toujours des fonctionnaires, sous les Qing ils appartiennent dans leur grande majorité au milieu des conseillers techniques (litt. « amis de tente », *muyou* 幕友) qui ont envahi la fonction publique territoriale dès le début de cette dynastie, et où se recrutent certains des juristes les plus expérimentés et les plus prolifiques de l'époque.

Cette variété dont nous avons parlé concerne autant le contenu que la présentation. Le contenu va du simple commentaire textuel (paraphraser le texte du code, toujours très dense et laconique, en langage clair, parfois l'expliquer mot à mot) à des considérations théoriques, des renvois croisés entre lois principales ou secondaires abordant des cas similaires, des exemples d'analogie, des citations d'autres commentaires (parfois pour les critiquer), et dans certains cas la citation de matériaux de référence de toutes sortes tels que tableaux récapitulatifs sur diverses notions, « cas homologués », exemples de jugement réels ou fictifs, édits impériaux, proclamations de fonctionnaires, mini-traités sur des points de droits ou de procédure ou sur certaines notions-clés, poèmes mnémotechniques, listes de termes spécialisés, modèles pour la rédaction des documents, texte du traité standard de médecine légale, le *Xiyuan lu* 洗冤錄, etc. C'est sous les Ming surtout, et particulièrement au tournant du 16<sup>e</sup> et du 17<sup>e</sup> siècle, que paraissent des éditions commentées du code qui sont de véritables petites encyclopédies

judiciaires. Nous en avons présenté plusieurs exemples, notamment le *Xingshu juhui* 刑書據會 (Recueil d'ouvrages de référence sur la loi, postérieur à 1612), où le code avec ses commentaires et additions est encadré par divers textes plus ou moins en rapport ; et surtout le *Da Ming longtou biandu pangxun lifa quanshu* 大明龍頭便讀傍訓律法全書 (Encyclopédie de la loi pénale des Grands Ming avec un commentaire courant et des textes pratiques à consulter au haut de la page), mis en page et imprimé avec beaucoup de soin et expliquant en couverture que c'est la qualité déplorable de la concurrence qui a rendu sa publication nécessaire ; ses pages contiennent une quantité considérable de matériaux de toute nature en sus du texte des lois principales et additionnelles. Cette tendance à l'encyclopédisme pratique, si l'on peut dire, est d'ailleurs typique de la fin des Ming et ne se limite nullement au droit, ni même à la science administrative en général.

La variété et la densité plus ou moins grandes du contenu déterminent aussi la présentation. Il existe plusieurs manières, souvent combinées entre elles, d'insérer les commentaires et pièces annexes ajoutés au texte canonique du code : en commentaire interlinéaire en petits caractères (pour les explications de sens élémentaires), ou à la suite de chaque loi ou paragraphe de loi (toujours dans un corps d'écriture plus petit), et très souvent dans un ou même deux registres séparés partageant horizontalement la page : le commentaire est alors, littéralement, « parallèle », même si la correspondance entre le haut et le bas de la page est loin d'être toujours très rigoureuse. Si le partage de la page en plusieurs registres se retrouve dans la plupart des ouvrages de ce type, là encore les combinaisons les plus compliquées sont caractéristiques de la fin des Ming (le *Da Ming longtou biandu pangxun lifa quanshu* mentionné à l'instant en est un bon exemple), alors que les éditions commentées du code des Qing se contentent la plupart du temps de deux registres avec un commentaire plus strictement juridique dans la partie supérieure.

Les dernières séances ont été consacrées à la lecture (que nous poursuivrons l'an prochain) d'une sélection de commentaires sur des lois particulières, empruntés à plusieurs ouvrages. Le *Da Ming lili juhui xizhu* 大明律例據會細註 (Recueil d'annotations sur le code pénal des Grands Ming) est un manuscrit extrêmement soigné datant de la fin du 16<sup>e</sup> ou du début du 17<sup>e</sup> siècle, qui contrairement à l'usage ne donne que le titre des lois sur lesquelles porte le commentaire ; nous avons analysé le commentaire de la loi *moufan dani* 謀反大逆 (« Complot de haute trahison et de rébellion »), qui analyse soigneusement le sens et les implications de chaque segment du texte de la loi. Nous sommes ensuite passé à une édition commentée du code de la fin du 18<sup>e</sup> siècle, le *Da Qing lili huizuan* 大清律例彙纂 (Commentaire collectif du code pénal des Grands Qing, 1792), loi *diangu qinü* 典雇妻女 (« location et mise en gage de la femme ou de la fille », i.e. comme épouse ou concubine). Les pages sont divisées en trois registres. Le registre inférieur contient le texte de la loi suivi d'un premier commentaire, de nature plutôt sémantique et morale (distinguant soigneusement

les cas de figure et expliquant les différences de sanction qui leur correspondent). Le registre médian est d'une approche plus proprement juridique, notamment à travers ses renvois à d'autres lois — dans le cas présent, apparaissant dans des parties plus « criminelles » du code et ayant des implications pour l'application de la loi « location et mise en gage de la femme ou de la fille », qui se trouve, elle, dans la section « mariage » de la partie « ministère du Cens » (*hubu* 戶部) ; ce registre cite abondamment deux commentaires extrêmement en vogue au 18<sup>e</sup> siècle, le *Da Qing lü jizhu* 大清律輯註 de Shen Shiqi 沈之奇, dont la première version remonte à 1715 et qui utilise beaucoup les commentaires des Ming, et le *Da Qing lüli jizhu* 集註 de Wan Weihan 萬維翰, très inspiré par le précédent, dont la première édition est de 1766 (Shen Shiqi comme Wan Weihan étaient des conseillers techniques spécialisés dans le droit ; bien qu'écrits différemment, les mots *jizhu* dans les deux titres ont le même sens : « annotations réunies »). Nous nous sommes reporté aux versions originales de ces commentaires, et d'autres également mentionnés, ce qui permet de voir comment ils ont été cités et réutilisés. Enfin, le registre supérieur de la page, beaucoup plus étroit, résume les renvois internes au code discutés dans le registre médian. Nous avons également examiné les commentaires de la loi additionnelle (qui présente quelques variantes du code des Ming à celui des Qing) consacrée au cas des gens qui vendent en mariage (*jiamaï* 嫁賣) leur épouse en prétendant que c'est leur sœur ou leur fille et cherchent ensuite à la récupérer. Particulièrement utile pour nous est la façon dont les commentateurs s'efforçaient d'orienter le lecteur à travers le maquis du code pénal en leur signalant toutes les lois, dispersées d'une partie à l'autre du texte, susceptibles d'avoir des implications pour l'application de la loi analysée.

L'examen minutieux et comparatif des commentaires du code pénal est d'un intérêt extrême dans la mesure où il permet de reconstituer les raisonnements juridiques et les arguments moraux, voire socio-économiques (pour expliquer certains comportements des justiciables), des spécialistes du droit qui les composaient, et dont les avis étaient recherchés avec avidité par les fonctionnaires et leurs conseillers techniques confrontés, eux, à des situations réelles sur le terrain et soucieux de ne pas voir leurs conclusions rejetées par la hiérarchie.

#### PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS

« Officials and money in late imperial China : state finances, private expectations and the problem of corruption in a changing environment », in Emmanuel Kreike et William Chester Jordan (éd.), *Corrupt Histories* (Rochester, University of Rochester Press, 2004), pp. 29-95.

« La distinction chez les mandarins », in Jacques Bouveresse et Daniel Roche (éd.), *La liberté par la connaissance. Pierre Bourdieu (1930-2002)* (Paris, Odile Jacob, 2004), pp. 215-232.

« Junfa he Guomindang shiqi Shaanxi sheng de guangai gongcheng yu zhengzhi » 軍閥和國民黨時期陝西省的灌溉工程與政治 (Irrigation et politique dans la province du Shaanxi à l'époque des seigneurs de la guerre et du Guomindang), *Faguo Hanxue* n° 9 (2004), pp. 268-328.

« Huit cents ans d'expansion » (entretien), *L'Histoire*, n° 300 (juillet-août 2005), pp. 38-45.

« Famine relief handbooks in late-imperial China : some remarks and a bibliography in progress », communication présentée au colloque international « La famine à l'époque des Qing et la société chinoise », Pékin, 22 août 2005.